COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 24 AVRIL 1982 — N° 158 — PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

QUERELLE BADINTER - DEFERRE .

UN GOUVERNEMENT SENSIBLE AVANT TOUT A LA DÉMAGOGIE DE LA DROITE.

La dispute ouverte au sein du gouvernement français entre Gaston Defferre ministre de l'Intérieur et Robert Badinter, ministre de la Justice semble s'être calmée après l'arbitrage de Pierre Mauroy et les déclarations de Mitterrand à son retour du Japon.

Rappelons que Gaston Defferre s'était déclaré partisan du droit pour les policiers d'ouvrir le feu sur les gens après sommation et dans la foulée il a affirmé vouloir établir la possibilité pour les policiers du rang de faire des contrôles d'identité en n'importe quelles conditions.

Robert Badinter s'était déclaré opposé à ces prises de position, et comme rien n'avait encore été décidé, il a fallu un arbitrage entre les ministres. Pierre Mauroy semble avoir donné raison à Badinter dans la mesure où le droit de faire feu ne sera pas accordé aux policiers, et où le projet de la loi Sécurité et Liberté légué par Giscard sera abrogé. En ce qui concerne la possibilité d'effectuer des contrôles d'identité, la décision sera prise ultérieurement.

C'est donc semble-t-il un coup pour rien, puisqu'on en revient à ce qui était officiellement la position des partis de gauche et de Mitterrand avant qu'ils n'arrivent au pouvoir.

Mais le simple fait que de telles discussions aient lieu au sein du gouvernement est significatif de ce qu'est ce gouvernement. Les prises de position de Defferre n'interviennent pas comme un coup de tennerre dans un ciel serein.

Ce n'est pas un hasard si cette prise de position intervient après toute une campagne démagogique menée par la droite sur le thème de la sécurité des Français.

Pour les politiciens de droite, le moindre vol qui se produit vient du fait que le gouvernement n'est pas assez dur, assez sévère. Y-a-t-il un attentat ? Ces politiciens déclarent que depuis le 10 mai la France est devenue une plaque tournante du terrorisme international ; ils oublient de dire qu'il n'y a pas eu plus d'attentats en France après qu'avant le 10 mai.

Et face à cette agitation, le gouvernement «socialiste» réagit de la même manière qu'il vient de réagir face aux patrons : en montrant toute sa sollicitude, en montrant qu'il s'inquiète, qu'il se «préoccupe» de cette «montée de la violence».

Alors pour ce coup-ci, s'il ne semble pas y avoir de changement dans la politique gouvernementale, rien ne dit que sensible à ces demandes de la droite, le gouvernement ne vienne à multiplier demain les mesures répressives.

Et ici aux Antilles nous sommes bien payés pour savoir que la politique gouvernementale ne vise en rien à inquiéter les forces de l'argent, les gros capitalistes qui ont bâti leur richesse sur les liens de domination coloniale et sur l'exploitation des travailleurs.

Suite Page 3

LA REFORME FONCIERE : FIASCO, BLUFF, HYPOCRISIE!



L'usine Grosse-Montagne agonise aux dires même de ses dirigeants les SICA avec une dette de quelques 13 milliards de centimes sont bientôt dans l'incapacité de continuer l'embauche des ouvriers agricoles et d'assurer la gestion des anciennes habitations de la SAG rachetées par la SAFER, la société d'économie mixte de Beauport n'en finit pas de se créer.

En fait c'est l'industrie sucrière toute entière qui est prise de soubresauts avant coureurs d'une mort prochaine.

Voilà belle lurette que la canne et le sucre ne rapportent plus assez pour les usiniers. La concurrence avec les pays gros producteurs est dure. Les aides gouvernementales ont le plus souvent servi par le passé à toute autre chose qu'à améliorer les machines. Les sociétés sucrières les plus importantes ont déjà fermé leurs portes en emportant dans leurs bagages les fruits de juteuses tractations faites sur les terres avec l'état colonial français.

Pendant ce temps, le gouvernement colonial continue de faire croire que des aides exceptionnelles seront fournies aux planteurs, aux usiniers pour augmenter la capacité de broyage des usines. Le gouvernement Mitterrand-Mauroy en place depuis près d'un an n'est pas revenu sur la politique de son prédecesseur et continue dans les faits la même politique de bluff. Il défend en réalité les intérêts des capitalistes. Donc il n'a pas plus de raisons qu'eux d'investir dans un secteur qui ne rapporte plus suffisamment de profits.

Son intervention a été un vaste bluff. Pendant des années, des dizaines d'années, les gouvernements ont décidé de soutenir la canne comme unique activité dans le pays, tant que les usiniers et les capitalistes fonciers en tiraient des super-profits. Depuis deux ou trois ans au contraire, il a décidé d'aider ces mêmes capitalistes à quitter ce secteur en douceur.

Il s'agit de faire croire à la population importante qui vivait de la canne qu'elle n'avait pas de soucis à se faire, et qu'au pire les choses continueraient comme par le passé. C'est à dire que ouvriers agricoles, ouvriers d'usines, petits planteurs, continueraient de retirer de chaque récolte un petit argent leur permettant tout juste de survivre. Alors, les hommes du gouvernement ont parlé de restructuration de l'industrie sucrière, de réforme foncière qui permettrait de remettre la terre aux paysans de Guadeloupe.

Pendant ce temps, l'essentiel des tractations se faisaient et les seuls qui avaient un intérêt dans ce changement, les usiniers se remplissaient les poches en vendant leurs terres à un bon prix.

Le bluff servait à éviter l'explosion sociale, la colère de milliers de travailleurs, ouvriers, petits paysans.Et il s'est trouvé en Guadeloupe, de nombreux «avocats», de Florent Girard à Bernier en passant par Mounien, pour aider le gouvernement à présenter sa marchandise. Ils disaient tous à l'époque que la réforme foncière du gouvernement colonial était la dernière chance pour la canne et que les Guadeloupéens devaient se montrer «responsables» et jouer à fond cette dernière carte.

Toutes ces interventions n'avaient pour but avoué ou inavoué, conscient ou inconscient que de démobiliser les travailleurs de la canne et des usines.

Le bluff peut continuer. Le gouvernement de Mitterrand peut encore décider de renflouer les SICA ou Grosse-Montagne ou faire plaisir à Marcel Gargar, nouveau président du conseil régional en aidant à la création d'une société d'économie mixte. Il achèterait ainsi quelques mois de paix sociale et cela constitue un facteur important pour lui. Mais il n'est pas sûr qu'il le puisse. Il est bien évident que la conjoncture de crise économique dans laquelle se débat l'économie française donne des difficultés aux gouvernants français. Avant d'aider les capitalistes d'Outre Mer, il est encore plus important pour eux d'aider les capitalistes français. Il n'est donc pas sûr qu'il puisse faire les deux à la fois.

Suite Page 3

MARTINIQUE :

UN STRAPONTIN POUR LE PS

Les élections pour le renouvellement du bureau du Conseil Régional viennent d'avoir lieu à la Martinique, dans la plus complète indifférence. Comme on s'y attendait, c'est le sortant, le député RPR Petit qui a été réélu Président du Conseil Régional, et le premier vice-président du Conseil Régional est Jean Bally, le satrape du Carbet, gros propriétaire de terres et bénéficiaire en chef du programme de développement de l'aquaculture mis sur pied par le... Conseil Régional !

L'intérêt de cette affaire est que la droite a offert un strapontin aux élus du Parti Socialiste ou apparenté : se retrouvent au bureau du Conseil Régional Casimir Branglidor, maire «socialiste» de Trinité, et Georges Elizabeth, maire «de gauche» de Rivière Salée.

Après l'épisode qui avait vu les «socialistes» Delbois et Dogué accepter une place aux côtés de la droite au Conseil Général, voilà que la boucle est bouclée. Chaque élu du PS ou sympathisant a une place confortable aux côtés de Emile Maurice, Jean Maran et Camille Petit à la direction des Assemblées d'élus locaux.

On peut regretter comme «le Progressiste» que ceux qui avaient su «résister à l'entrisme au Bureau du Conseil Général», ou «refuser d'en être l'otage», se sont rapidement soumis à la majorité départementaliste.

Mais force est de remarquer, que le Parti Socialiste montre bien qu'il n'est pas gêné de se retrouver parmi les tenants avérés du système colonial, RPR et UDF.

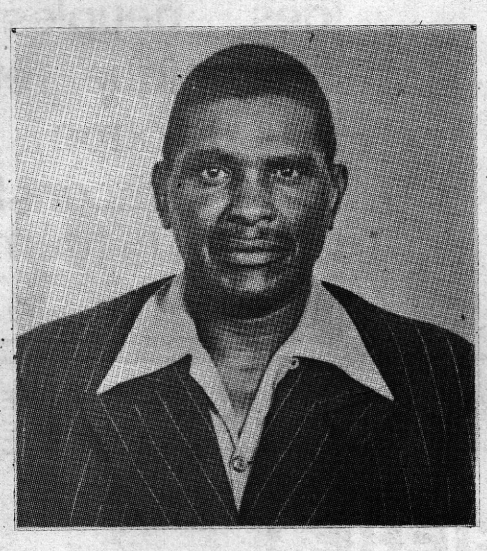
Jacques BRUEL

TRAVAILLEURS JEUNES!
Le 1er Mai, venez nombreux à la manifestation du hall des sports de Pointe-à-Pitre, à 9 heures!

LES NOIRS PAUVRES DANS LA CARAIBE

TRINIDAD, JAMAIQUE : 3e partie :

LES DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER



Jim Barratt, l'un des leader de la «Négro Welfare association» qui dirigea la grève générale à Port of Spain.



Manifestation de Travailleurs en soutien à Uriah - Butler.

TRINIDAD

En 1935, Trinidad est la seule colonie des Antilles qui n'exporte pas que des produits agricoles. Depuis 1908 une importante extraction de pétrole se développe dans le sud de l'île. Le pétrole constitue 60% de la valeur des exportations. Il y a aussi une production de sucre et de cacao qui occupe presque autant de travailleurs que le secteur pétrolier.

Il existe aussi une petite paysannerie qui fait son apparition. Mais c'est surtout le système de la grande propriété foncière qui est en vigueur.

Le mouvement ouvrier de ce pays a une longue histoire. «The Trinidad workingmen's association», l'association des travailleurs de Trinidad existait déjà depuis le 19è siècle. Sur un programme avancé pour l'époque, elle entraînait beaucoup de travailleurs. Cette organisation disparaît après l'agitation de 1903, en partie à cause de la répression qui frappe ses dirigeants.

Ce n'est qu'en 1919 qu'elle refait parler d'elle.

Sous la direction du capitaine Cipriani, qui est un européen né à Trinidad, l'association se développe dans les années 20 et au début des années 30. Elle regroupe 120.000 membres sur une population de 450.000 personnes à l'époque dans l'île. Cette organisation n'a jamais fonctionné comme un syndicat mais plus comme un parti. Ses dirigeants pensent changer la situation par des réformes.. cependant, l'activité de l'association obligera le gouvernement, à reconnaître l'existence des syndicats, a admettre le «salaire minimum» et les indemnités ouvrières. Ce sont les membres de cette association qui dirigent le conseil municipal de Port-of-spain, la capitale du pays. L'association est affiliée au parti travailliste anglais. En 1932 elle se transforme en «trinidad labour party» le parti travailliste de Trinidad».

La faiblesse de ce parti est qu'il n'a pas de base ouvrière et syndicale réelle. Il y a un autre syndicat : «le centre syndical de Trinidad et Tobago» qui est une organisation importante de 2.000 membres et qui syndique surtout les travailleurs des transports.

Mais c'est dans les champs de pétrole que le parti travailliste de Trinidad commence à perdre son influence parce que les travailleurs de ce secteur sont prêts à organiser des luttes que le parti lui ne veut pas organiser avec eux.

En février 1935 une petite grève est déclenchée dans les champs de pétrole et ensuite une marche de la faim eut lieu à Port-of-Spain - c'est ce mouvement que dirige Uriah Butler.

En 1937 une grève générale éclate dans le pays. Le parti travailliste avait perdu tellement d'influence qu'il se trouve en dehors du mouvement.

Cette grève générale fut l'un des moments les plus importants de l'histoire de Trinidad et de sa classe ouvrière. Elle part des champs de pétrole.

Dans ce secteur il y a 22 entreprises, mais en 1936 il y a 5 entreprises qui produisent 88% du pétrole.

En réalité, le secteur est un monopole. C'est la «pétroléum association», «l'association pétrolière» qui fixe les salaires. Toutes les entreprises dépendent en fait de «l'association pétrolière». Les plus grosses entreprises font des profits immenses. Par exemple, dans quatre des plus grosses entreprises, les profits sont trois fois plus gros que la somme des salaires versés par toutes les entreprises pétrolières.

Le véritable pouvoir du pays n'est pas détenu par le gouverneur ni le conseil législatif mais par les représentants de l'industrie pétrolière. Ce sont eux qui décident.

Mais qu'est ce qui déclenche la grève de 1937 ? Tout d'abord, l'augmentation du coût de la vie de 17% et ensuite ce qu'on appelle le «livre rouge». Ce «livre» est une sorte de livret de travail permettant de contrôler et d'identifier un travailleur à tout moment. Les travailleurs protestent contre ce système favorisant la répression.

Uriah Butler qui avait dirigé la grève de 1935 et la marche de la faim vient aider les travailleurs à présenter leurs revendications. En 1936, Butler forme aussi un parti politique.

Après plusieurs négociations qui ne donnent rien, la grève est déclenchée le 10 juin 1937 dans les champs de pétrole et ensuite est suivie par les travailleurs agricoles et les travailleurs de Port-of-Spain.

Au premier jour de grève, la police essaie d'arrêter Butler pendant un meeting. La foule riposte contre la police et un soulèvement général de la population s'en suit. Le gouverneur fait venir la marine de guerre de Bermude. Dans les manifestations il y a quatre morts, 59 blessés et des centaines de personnes arrêtées. Mais les travailleurs contraignent les capitalistes à leur donner satisfaction sur certains points : - dans l'industrie pétrolière ils augmentent les catégories les plus basses à 3 shillings par jour. Ils augmentent tout le monde de 1 penny par heure, accordent une semaine de congés payés, un fonds de vieillesse , la suppression du «livre rouge». Après les exigences supplémentaires des délégués et à l'issue de nouvelles négociations, les capitalistes accordent 50% sur toutes lès revendications présentées. Le salaire horaire est augmenté à deux penny...

Après la grève, le syndicat prend une importance très grande. Il compte 9000 membres et les capitalistes ne font rien sans le consulter.

Dans l'industrie sucrière, ce sont les dirigeants du syndicat du pétrole qui aident les travailleurs à s'organiser. Parce que à Trinidad, le sud est la plus importante zone sucrière du pays. C'est dans la même zone que se trouve aussi le pétrole.

Ils créent le syndicat des travailleurs des plantations et des usines tout de suite après le syndicat des travailleurs du pétrole et ils commencent une campagne d'adhésion. Ils syndiquent beaucoup de travailleurs. Ils présentent un certain nombre de revendications que les capitalistes rejettent. Alors, les ouvriers d'usine et ceux des «habitations» déclenchent une grève. La grève est générale mais elle échoue parce que les petits planteurs vont livrer leurs cannes et faire marcher l'usine. L'échec de cette grève démoralise beaucoup de travailleurs et affaiblit le syndicat.

LES SYNDICATS URBAINS

Les événements de juin 1937 sont importants à Port-of-Spain. C'est la «Negro welfare and cultural association» qui dirige tout le mouvement à Port-of-Spain. C'est : «l'association culturelle pour l'intérêt des noirs», une association de travailleurs qui se veut «marxiste». Elle publie des tracts, organise des meetings de rue et des manifestations. Elle décide d'organiser des syndicats dans plusieurs secteurs. Elle organise un syndicat des gens de maison, un syndicat des marins et des gens de mer un syndicat des travailleurs du secteur public.

Les dirigeants du syndicat du pétrole et du secteur sucrier créent aussi un «syndicat général des transports» et un «syndicat des ouvriers fédérés». Ce dernier organise les travailleurs des chemins de fer et les ouvriers du bâtiment. D'autres syndicats comme le syndicat des travailleurs du bois et du bâtiment, le syndicat des typographes industriels vont aussi se créer.

On peut dire que c'est la grève générale de juin 1937 qui aboutit à la création de toutes les organisations ouvrières et des syndicats. Mais la grève et l'organisation des plus grands syndicats se font sans le parti travailliste.

JAMAIQUE

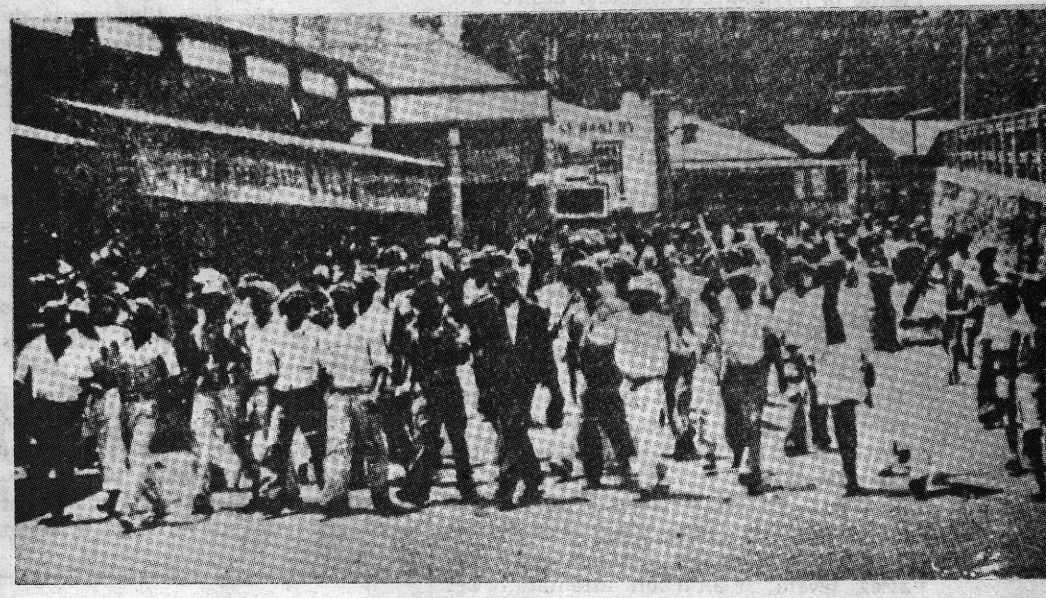
La Jamaïque, avec une population de plus d'un million de personnes en 1935 est la plus grande île des Antilles colonisées par le colonialisme anglais. Sur le plan agricole c'est elle qui est la plus prospère. Les autres îles produisent surtout du sucre, du cacao, du citron des agrumes ou du coton. La Jamaïque possède tout cela aussi mais c'est surtout la production de banane qui est importante. Elle constitue 55% de la valeur de toutes les exportations de la Jamaïque alors que le sucre n'en constitue que 18%.

La Jamaïque a une population paysanne assez importante. 100.000 à 150.000 personnes possèdent un lopin de terre. Mais leurs conditions de vie sont très mauvaises. Ils possèdent en moyenne moins de deux «acres» (environ 75 ares). De plus une maladie de la banane provoque une crise à la même époque. Quant à l'industrie sucrière, elle décline.

Dans la même période, les travailleurs agricoles qui étaient partis travailler à Cuba reviennent en Jamaïque et se concentrent dans les villes. L'agitation ouvrière se déclare. Et pendant toutes ces années la colère des travailleurs sera forte en Jamaïque en raison de la crise du sucre et de la misère qui règne dans les campagnes et un peu partout. A Kingston, la capitale du pays, l'agitation est particulièrement importante.

En 1937, une manifestation de chômeurs est organisée à Kingston. La police intervient brutalement pour disperser la foule à coups de matraques. Plusieurs grèves éclatent aussi partout dans le pays.

En 1938 il y a déjà 12 syndicats, principalement des syndicats créés sur une base corporatiste.



Jamaïque : Manifestation à Mandeville.

Deux syndicats par contre sont importants . «the jamaïca workers' and tradesman's union», «syndicat des travailleurs et des marchands» et «l'association des employés unis de la Jamaïque».

Le pemier syndicat compte 5000 membres et la majorité de ses adhérents sont des travailleurs agricoles. L'autre organise beaucoup d'employés et de vendeurs et est implanté à Kingston.

Dans la même période un nom fait autorité, celui d'Alexander Bustamente qui devient l'un des plus grands leaders syndicaux du pays. En 1938 il entreprend une campagne de meetings partout et surtout à Kingston. Il l'a fait avec un autre homme : William Grant. Ces deux hommes sont réputés pour être de formidables orateurs. Ils gagnent la confiance et l'estime de la classe ouvrière de la Jamaïque.

LES EVENEMENTS DE MAI ET JUIN 1938

- LE 5 JANVIER un grève éclate dans la canne sur une importante propriété. La police intervient et réprime. Elle procède à des arrestations. Mais lorsque les travailleurs obtiennent satisfaction, la grève s'arrête.

- LE 2 MAI : une grève est déclenchée par les travailleurs qui construisent une usine pour la société «Tate and Lyle» (la compagnie du sucre des Antilles). Une émeute éclate. Des combats ont lieu entre les grévistes et la police. Quatre grévistes trouvent la mort et 9 sont blessés.

- ENTRE LE 11 ET LE 20 MAI : Une série de petites grèves éclatent parmi les travailleurs du port à Kingston. Ces grèves ont pour but de rassembler tous les ouvriers de kingston pour réclamer des augmentation de salaire. Alexander Bustamente et William seront les principaux orateurs et agitateurs du mouvement. Ils parlent aux ouvriers dans une série de meetings et de réunions partout.

- LE 16 MAI : Une société engage des travailleurs pour la construction d'une route. Les travailleurs refusent de travailler pour le capitaliste qu'ils accusent d'escroquerie à leur égard. Mais en secret le patron embauche 45 travailleurs. Le lendemain,en colère,une foule de travailleurs se rend sur les lieux avec des batons, des morceaux de fer. Ils arrêtent tout travail sur le chantier. La police arrive sur les lieux et la bagarre violente éclate entre elle et les travailleurs. La société renonce à la construction de la route provisoirement.

Après ces bagarres une série d'événements vont se produire. Ils conduisent à une grève générale explosive en fin mai et début juin 1938. La grève générale part d'abord d'une grève des dockers pour l'augmentation de salaires. Ensuite c'est le tour des balayeurs et éboueurs de Kingston.

La population de Kingston se met à manifester dans les rues. Elle attaque les magasins, renverse les poubelles dans la rue. Entre six heures et huit heures du matin la police patrouille partout pour disperser la foule. Mais la foule manifeste tous les jours. La police ne parvient pas à contrôler la situation. Les manifestants attaquent les bâtiments publics, bloquent les rues attaquent les bus qui emmènent les gens à leur travail. C'est un véritable climat d'insurrection qui règne à Kingston. Cela se produit ainsi de la même façon à plusieurs endroits.

La police et l'armée commencent alors à réprimer durement. Ils tuent huit personnes, en blessent 171 et en arrêtent plus de 700. Ce n'est que le 10 juin que la situation commence à se calmer quelque peu.

Cependant pendant toute l'année et en 1939 encore, périodiquement il y a de petites émeutes qui éclatent. C'est la crise, la misère, le chômage qui créent à chaque fois l'explosion de colère.

Martinique : Victoire pour e personnel non soignant de la clinique Saint-Paul

La Clinique Saint Paul est un petit établissement privé, situé à Clairière Fort-de-France, qui emploie plus d'une quarantaine de travailleurs.

Le 13 avril, les employés non soignants c'est-à-dire, les lingères, la buandière, les filles de salle, les cuisinières, les employés du Bloc et le jardinier ont démarré une grève illimitée pour la première fois afin d'obtenir les 39 h payées 40 h, le recrutement d'un agent et le réaménagement de leur roulement respectif.

Cette grève qui a duré du mardi 13 au dimanche 18 s'est soldée par une victoire le lundi 19 puisque la direction et les délégués signaient un protocole d'accord sur l'ensemble des doléances présentées. Cet accord prévoit une rencontre jeudi 22 entre les deux parties sur le problème du paiement des jours de grève.

Cette grève est une victoire pour ces travailleurs qui s'appelaient « Les Blouses Bleues », car souvent ils ont eu à subir des discriminations sur le simple fait qu'ils sont des non soignants et considérés comme moins que rien. Ils ont montré que « Les Blouses Bleues » savent ce qu'elles veulent. C'est d'ailleurs ce qu'ils ont ressenti et publié dans leur tract de fin de grève . « Avec 17 femmes et un homme nous avons lutté pendant cinq jours mais avec la force des travailleurs nous avons acquis le Combat. Ceci est donc un exemple pour les travailleurs et aussi une victoire pour les « Blouses Bleues » de la Clinique Saint-Paul ».

PS : Dans le No 157 du C.O il ne s'agissait pas de la Clinique Ste Marie, ni de Ste Rose, mais de la Clinique St Paul.

Que nos lecteurs veuillent bien nous excuser pour ces erreurs malencontreuses, dues à des fautes de transmission.

Martinique : Les employés transitaires ont marqué des points.

La grève des employés transitaires en douane s'est achevée le mardi 20 avril, après plus d'un mois, par un accord intervenu entre les employeurs et les travailleurs.

En ce qui concerne la diminution d'horaire, elle est payée intégralement par les patrons : les 39 heures seront payées 40 heures.

La prime de transport passe, elle de 100 francs à 140 francs pour 1981, et 160 francs pour 1982, avec effet rétroactif, c'est-à-dire que les sommes dues par les patrons seront payées.

Le point principal était le problème des congés payés : les employés obtiennent un mois de 30 jours, plus 4 jours de fêtes locales. Au cas où il y aurait un cinquième jour, une discussion se tiendrait l'an prochain.

Cet accord là ne donne pas clairement satisfaction aux travailleurs, notamment sur la question des congés payés : ils exigeaient le mois calendaire plus 5 jours de congés. Mais la reprise du travail intervient au moment où une certaine lassitude se faisait sentir parmi les grévistes. D'autre part l'administration préfectorale envoyait systématiquement les flics pour empêcher les grévistes de barrer l'entrée du port. Ensuite, il y avait un certain isolement, causé en partie par la campagne de presse de France-Antilles contre les grévistes. Ceux-ci ont donc reculé partiellement face aux employeurs, tout en arrachant des points qui ne sont pas négligeables.

La réforme foncière : Le fiasco et le bluff.

Suite de la page 1

Mais les travailleurs du secteur agricole u usinier peuvent aussi fausser tous leurs vants calculs. Ils peuvent intervenir et écider de ne pas observer les règles de leur u.

Prendre les terres, occuper des parcelles ffisamment importantes pour vivre, pour anter des cultures vivrières, maraichères our le marché local. C'est la méthode la us sûre pour eux afin de ne pas être les ternels laissés pour compte, ceux à qui année en année on promet de toucher s ASSEDIC, faisant d'eux des assistés voire même des mendiants, ou qui doivent vivre d'expédients, de jobs. Les travailleurs peuvent refuser de rester des spectateurs impuissants devant le transfert des terres qui se déroulent sous leurs yeux. Et leur décision, leur détermination n'aura aucune comparaison pour leur avenir, et pour l'avenir de toute la population laborieuse, avec les pleurnicheries et les soupirs amers de tous les élus locaux.

Marianne Tibus.

SUITE DE L'EDITORIAL

Qu'un Émile Maurice, qu'un Bernier hurlent contre la décentralisation, et Mitterrand et Defferre se comportent en champions de la départementalisation. Que la droite proteste, et les élections qui ne devaient pas avoir lieu se déroulent. Que les colonialistes trépignent contre une « Assemblée unique » et le gouvernement s'empresse de leur laisser entendre que cette « Assemblée unique » ne verra peut-être pas le jour !

Ce gouvernement est décidément si sensible aux propos de la droite, à ses pressions, qu'il est de moins en moins exclu qu'il se contente non seulement de favoriser les riches et les capitalistes, mais qu'il emprunte à la droite son langage et ses méthodes répressives.

C'est aux travailleurs et aux pauvres de ne pas rester prisonniers des belles phrases « humanitaires » et « progressistes » destinées à cacher le fait que la politique actuelle du gouvernement est une politique de plus en plus favorable à la droite et qui demain leur sera de plus en plus opposée à eux, travailleurs. Aux pauvres des Antilles de se préparer afin que cette situation ne se retourne pas contre eux.

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE FRANCE : LE GOUVERNEMENT SE MOQUE DE NOUS

Il a crié à tue tête qu'on bénéficiera d'une inquième semaine de congé. Et cela faisait artie du programme de Mitterrand avant le 0 mai. Et puis voilà, que dans un service puic, c'est à dire là où il est maître, il ne donne que 3 jours ouvrables.

Pour les travailleurs, même pour l'application des mesures les plus anodines, le gouernement se montre chiche, par contre pour es patrons, ce sont les grandes largesses.

Alors si nous voulons vraiment une cinuième semaine, il ne nous reste que la utte.

C'est d'ailleurs par leur lutte que les ravailleurs ont arraché 1 semaine en 1936 t la 4ème en 1968

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE FRANCE : QUESTION OUVERTE

Un privilégié de la société coloniale, occupe une chambre depuis 3 ans dans un service de soins intensifs de Civil.

Il a droit à des permissions d'une semaine ou plus... pendant son absence « sa » chambre n'est pas utilisée.

Inutile de dire qu'un tel régime de faveur n'est pas réservé à tout le monde.

De plus ce monsieur, ex-avocat général de la colonie, fait preuve d'arrogance envers le personnel pour ne pas dire plus.

Ce régime de faveur à l'hôpital relève de quelle loi ?

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE FRANCE : POUR QUI VOTER LE 25 MAI ?

La campagne pour élire les délégués du personnel a démarré. C'est l'occasion de voir les syndicats se donner un peu plus de mouvement. Et certains d'entre nous se posent la question pour qui voter.

Nous avons intérêt à voter pour les camarades les plus combatifs.

Cependant, il ne faut pas oublier que les membres de la commission paritaire n'ont pas de pouvoir de décision.

Ce n'est donc pas uniquement sur elle que nous devons compter pour régler nos problèmes.

Seule notre détermination au combat pourra avoir raison de l'administration.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE FRANCE : UN ADMINISTRATEUR QUI FERAIT MIEUX DE SE TAIRE.

Lors du Comité technique paritaire sur le nombre d'agents supplémentaires pour l'application de la semaine de 39 heures, E. Marceau a déclaré tout de go que « les brancardiers le plus souvent n'ont rien à faire, qu'ils se tournent les pouces »...

Une camarade l'a invité à aller le leur dire directement.

Il trouvera sans aucun doute la réponse qu'il mérite.

ROND-POINT : LA MISE EN PLACE DE LA REORGANISATION ? UNE DECISION HATIVE.

Depuis plusieurs semaines, nos camarades du Rond-Point sans avoir été consultés, ont été brutalement mis devant le fait accompli, à savoir que la réorganisation qui n'était qu'un projet, ressemble de plus en plus à une réalité.

Il est évident que dans leurs petites têtes, « nos » responsables n'ont pas pensé à tout. Et c'est bien pour cela que bon nombre de problèmes se posent d'ores et déjà. Tels l'informatisation et le reclassement.

C'est ainsi qu'en bloc, les contrôleurs rejettent le projet de la direction, et que nombre d'agents ne savent pas à quoi cela rime.

La direction n'a pas pris la peine de consulter les agents sur cette réorganisation. Qu'elle s'attende donc à de nouveaux problèmes.

MARTINIQUE

DELATTRE-LEVIVIER : REIN RACISTE AVANT TOUT.

Pour la première fois, un chef vient d'être mis à la porte de l'entreprise. D'habitude les chefs qui quittent leur poste sont mutés, mais non licenciés.

Mais il faut dire que cette fois il s'agit d'un Noir, à l'entreprise, tous les Blancs, eux, bénéficient d'un régime de faveur de la part de la direction, blanche elle aussi. Les chefs blancs sont mutés. Mais le seul chef noir a été fichu dehors.

Quelles que soient les raisons que Rein avance pour justifier ce licenciement (et peut-être bien que Tête Plate n'a pas fait suffisamment preuve de zèle et de servilité vis-à-vis de lui), il s'agit bel et bien d'un acte raciste.

Et si le chef noir avait quelquefois tendance à oublier la couleur de sa peau quand il se trouvait en face des ouvriers, Rein le patron blanc, lui, ne l'a pas oubliée.

Encore une fois Rein montre ce qu'il est : un raciste !

DELATTRE-LEVIVIER : LE POUVOIR AUX MAINS DES BLANCS

A l'atelier chaudronnerie un Martiniquais a eu la responsabilité de commander ses camarades, de faire avancer le travail, de s'engueuler avec ceux que la direction traite d'« improductifs »... Enfin, il fait le sale boulot de petit chef.

Mais le vrai chef, celui qui répartit le travail, fait les bons, reçoit les clients, eh bien c'est un Blanc comme toujours. Seule la signature du Blanc reste valable.

La direction veut nous faire croire qu'elle a amorcé une politique de changement en mutant deux Noirs aux postes de chefs. Mais ce qu'on constate c'est qu'un des chefs vient d'être mis à la porte, et que l'autre ne sert que de sous-fifre à un Blanc. C'est bien toujours la même politique raciste.

DELATTRE-LEVIVIER : BASSES MANOEUVRES

Le licenciement du chef noir à l'atelier mécanique n'est pas sans rapport avec les manœuvres d'un certain Houx. Ce petit chef blanc fait du zèle pour être bien vu de la part de la direction, en mouchardant et en saquant ses propres collègues... surtout s'ils sont noirs.

En tous les cas il a intérêt à faire bien attention et à ne pas se frotter à nous. Un certain Rouillon en son temps avait retrouvé sa veste servant de banderole à la porte de Socaltra. Qu'il médite cet exemple !

DELATTRE-LEVIVIER : L'INTERIM, UNE BONNE AFFAIRE POUR LES PATRONS

A Socaltra les intérimaires sont particulièrement exploités. Les entreprises d'intérim leur font des contrats misérables.

On ne leur paie pas leurs congés payés, ils n'ont pas de prime de précarité ni de prime de déplacement, comme le prévoit la loi, Socaltra les exploite en leur donnant les travaux les plus sales et les plus pénibles, leur impose de faire des heures supplémentaires, et ne respecte pas leur dignité d'homme.

La direction de Socaltra, comme celles des agences d'intérim, ne se gênent pas, quand cela les arrange pour violer les lois concernant les intérimaires.

MARTINIQUE

SECURITE SOCIALE

LA DIRECTION : MISSION IMPOSSIBLE

Lors de sa rencontre avec les Délégués du Personnel la direction, pourtant bien représentée en nombre, ne se faisait représenter que par son seul secrétaire général.

Tout ceci après tout pourrait paraître normal. A ce détail près, que notre homme ne semblait être investi d'aucun pouvoir et ne pouvait rien répondre aux revendications du personnel.

Car, tour à tour mi-chèvre, mi-chou, l'individu se gardait de s'engager sur quoi que ce soit. En effet, quand il ne se faisait pas « couvrir » par un coup de téléphone, il déléguait pompeusement en « mission » son chargé aux enquêtes.

Tout cela bien sûr n'était pas sérieux, mais comme cela ressemblait à la direction !

TERRE DE BAS : Comment on gagne une élection

A Petites-Anses, des inscriptions fleurissent sur les murs, chose jamais encore vue de mémoire de Saintois : «L'Etang, agent des békés», «Suger, la jeunesse t'aidera à vaincre»... De fait, il règne encore une atmosphère électorale, bien que les dernières cantonales aient vu une large victoire d'Eugène L'Etang contre son adversaire, Suger Petit, soutenu par le Parti Socialiste, et par ailleurs premier adjoint de Terre-de-Bas.

Que s'est-il donc passé pour que les passions demeurent aussi vives 6 semaines après les élections ? C'est que L'Etang n'était pas du tout sûr de son affaire, au point que pour une fois, il consentit à passer une quinzaine de jours parmi son électorat, ce qu'il n'avait pas fait depuis qu'il avait été élu il y a 17 ans.

Mais la large victoire de L'Etang n'est pas dûe à son extraordinaire personnalité. L'Etang étant le symbole du personnage falot. Bien plutôt elle réside dans 2 domaines : la force du clan et le contrôle de la liste électorale.

Eugène L'Etang est tout d'abord un chef de clan. C'est l'héritier d'une puissance mise à sa disposition par son père, qui fut maire pendant plus de 30 ans. Aux Saintes, comme dans un royaume, Maire et Conseiller Général se succèdent dans la même famille. Mais la puissance de L'Etang s'explique aussi dans le fait qu'il a hérité de vastes domaines de la part de son père, ce qui lui donne une assise économique que n'ont pas le commun des Saintois. En plus de cela, à un temps où très peu de Saintois pouvaient exhiber même un Certificat d'Etudes, les L'Etang avaient une espèce de monopole de l'instruction : le Maire est médecin. Sa sœur, qui lui sert de bras droit et de relai fidèle pendant son absence a été directrice d'école à Terre-de-Bas pendant des dizaines d'années.

Etre dans le clan L'Etang, c'est avoir une espèce d'assurance, une garantie que l'on sera aidé et secouru par le Maire et la Directrice, qu'on n'aura pas de bâtons dans les roues.

Malheur à qui n'est pas dans le clan et qui à un moment ou à un autre a quelque chose à réclamer, quelque droit à faire respecter : il se verra combattu, rejeté. C.O. avait dénoncé dans le temps la décision du maire de faire bâtir le stade et le nouveau cimetière sur les terres de Saintois qui en avaient déjà fort peu alors que les siennes se trouvaient comme par hasard exclues des projets d'expropriation. Nous avons pu constater un nouveau cas de représailles à l'encontre d'un adversaire du clan L'Etang.

Il s'agit de Monsieur F.B., jeune saintois qui a préféré retourner au pays plutôt que d'être facteur dans un bureau de poste parisien. Il possède une voiture et fait sa demande pour être autorisé à faire le ramassage scolaire. Il est le premier il n'a pas encore de concurrent. Les conditions sont remplies. Mais on le fait attendre. Au cours des élections il prend parti contre le maire. Celui-ci vient de lui faire savoir qu'il ne peut lui donner du travail car il fait partie de ses adversaires...

Il faut signaler la présence d'un personnage étonnant dans le clan L'Etang : le curé Vessier. Ce «serviteur de Dieu» a transformé les 3 messes dominicales en conférences publiques pro-départementalistes. Ce personnage est coutumier du fait (propagandiste anti-Mitterrand il y a un an). Il est bruit maintenant que Vessier retourne dans son Auvergne natale. L'Etang perd là un conférencier hors pair...

Mais tout cela est loin de suffire pour assurer une réélection. Alors L'Etang a eu recours aux traditionnelles méthodes électoralistes comme nombre de ses compères élus aux Antilles. Mais du fait même de la petitesse du pays, cela tourne à la caricature.

Il faut dénoncer ces pratiques, car elles sont anti-démocratiques. Il faut dénoncer leurs auteurs, connus de tous les Saintois, afin que de tels scandales ne soient plus renouvelés.

Voici venu le jour des élections. Les débits de boisson sont fermés de manière à empêcher tout incident. Mais voilà qu'un restaurant et centre de paiement s'ouvre en face du bureau de vote de Petites-Anses, chez mademoiselle la Directrice. Un verre de rhum, un repas et 250 francs ranimeront l'ardeur des partisans de l'Etang qui sont trop tièdes.

Traversons la rue pour voter. Monsieur M.N., fils d'un propriétaire de bateau bien connu distribue à l'entrée les bulletins de vote de L'Etang. C'est interdit par la loi. Mais L'Etang et ses partisans sont au-dessus des lois en ce premier tour des cantonales.

Le contrôle de la liste électorale donne droit à des surprises. Il est à peine compréhensible que M. J.B soit inscrit sur la liste électorale de Terre-de-Bas. Il a quitté les Saintes voilà bien 50 ans. Il n'y réside pas, il n'y travaille pas. Mais voilà que sa femme, une française dispose aussi du droit de vote : M. J.B. et sa femme iront voter L'Etang.

Par contre des jeunes qui résident à Terre-de-Bas ne sont pas inscrits : on les suspecte d'être opposés au maire.

Il faut signaler que L'Etang a trouvé un adjoint précieux en Joyeux, le maire de Terre-de-Haut. Celui-ci paya de sa personne en faisant le tour des vieillards et des invalides de Terre-de-Haut afin de leur arracher des procurations de vote. Mentionnons le scandale public occasionné par une personne âgée. Monsieur G. qui se rendit compte que la procuration qu'il venait de signer servirait au maire à voter contre le candidat Petit auquel il avait promis son suffrage ! Honteux, Joyeux dut annuler la procuration et rendre sa liberté de vote à M. G.

Mais la cavalerie lourde des arguments de L'Etang réside dans sa qualité d'employeur. Terre-de-Bas compte peut-être 1500 habitants permanents.

En un an la cantine scolaire a employé soixante-huit personnes - par roulements, bien sûr- Il ne faut voir là nulle envie de répartir les emplois et les salaires entre ceux qui en ont besoin, mais la volonté de contrôler les Saintes par le ventre.

Il est indéniable que cela a marché. Nombre de Saintois ont voté pour protéger «le pain» d'un fils, d'une fille, d'un cousin, d'une tante.

Mais que dans ces conditions il se soit trouvé près de 250 personnes pour voter sans l'appui d'aucun clan contre le maire montre qu'il y a danger en la demeure. Car L'Etang est vomi par toute une fraction de la jeunesse des Saintes. C'est ce que nous verrons dans notre prochain numéro.

(A suivre)

Gérard BEAUJOUR

LIBERTE IMMEDIATE POUR DALON, MARC-ANTOINE, ALEXANDER

Marc Antoine a été arrêté depuis février, Hugues Dalon, début mars, Alexander Peter en Avril.

Depuis, ces 3 travailleurs croupissent dans les geôles coloniales françaises. Dalon est enfermé à la prison de Pointe-à-Pitre ; Marc Antoine et Alexander sont enfermés eux à Basse-Terre.

Ces trois travailleurs ont été jetés en prison sans preuve aucune. Dans les trois cas, la justice coloniale s'appuie sur la délation, sur des témoignages de gens qui ont peut-être été poussés à témoigner contre ces travailleurs pour tout autre motif que celui de rechercher une quelconque vérité. Ainsi Alexander a été arrêté dans l'affaire de la bombe mise dans la voiture d'un géreur de Max Martin au moment de la grève des travailleurs de la SCEFA, suite à une lettre anonyme. Quant à Dalon il a été arrêté dans l'affaire des vitrines de magasins appartenant à des blancs cassées à l'aéroport du Raizet, et revendiqué par le «comité anti-génocide par substitution». Là encore ce travailleur a été attrappé par un chauffeur de taxi à plusieurs centaines de mètres du lieu de l'action, sans aucune preuve.

D'ailleurs, à notre connaissance, ce chauffeurde taxi n'a toujours pas été confronté avec Dalon, et ne l'a donc pas reconnu formellement.

Malgré tous ces doutes, malgré le manque de preuves évidentes, Dalon, Marc Antoine, Alexander sont séquestrés par la justice coloniale française.

Après Marc-Antoine, c'est à Dalon que le juge Soubelet qui instruit l'affaire, a refusé la mise en liberté provisoire. Pis, suite à son seul bon vouloir, Dalon est traité comme un véritable criminel dangereux pour toute la société. Depuis deux mois bientôt, Soubelet, le juge, refuse de le laisser voir aucun membre de sa famille, il lui interdit aussi toute réception de colis autres que le strict minimum vestimentaire.

La justice coloniale française procède d'une façon hypocrite.

En fait, et l'acharnement mis par des juges tel Soubelet le montre encore, il s'agit d'affaire politique.Et cette justice coloniale s'acharne d'autant plus qu'il s'agit de Noirs pauvres et qu'elle espère bien que leur cas ne créera pas trop d'émoi dans la population. Il s'agit pour elle de leur faire payer le fait que dans ce pays, malgré les déclarations fumeuses et creuses du gouvernement, qui «comprendrait» nos problèmes, malgré l'attitude timorée des grands partis, il y a des gens, des jeunes des travailleurs qui refusent la situation coloniale et l'exploitation éhontée des capitalistes fonciers. Alors évidemment pour cette justice qui défend son camp, le camp des blancs privilégiés dans ce pays, le camp des riches, le camp des possédants, peu importe que Dalon, Marc Antoine ou Alexander soient liés de près, de loin, ou pas du tout, aux affaires pour lesquelles ils sont inquiétés. Ils représentent le camp de ceux qui refusent la société coloniale décadente, et cela suffit.

Mais ce jeu a assez duré maintenant.

Depuis deux à trois mois, trois noirs pauvres sont enfermés dans les geoles coloniales françaises. La population ne peut continuer à l'accepter .. Et d'ailleurs que ces travailleurs soient liés de près, de loin ou pas du tout à ces affaires, ce n'est pas l'affaire des juges coloniaux mais celle de la population de ce pays. Que les colonialistes et tous leurs suppôts ne s'étonnent pas de voir se développer contre eux une colère de plus en plus grande.

La population ne peut supporter de laisser ses fils entre les griffes de petits-juges blancs qui viennent de 7000 km pour venir faire les fanfarons et les chefs ici. Ce sont eux qui sont dangereux pour notre société pas ceux qu'ils enferment dans leurs geoles.

Il est temps que s'élève de partout des protestations énergiques et déterminées et toutes formes d'action, pour exiger la libération immédiate de Dalon, Marc-Antoine et Alexander.

A propos du film "La guerre du feu" L'HOMME EST UN PRODUIT DE L'EVOLUTION DE LA MATIERE

«La guerre du feu» est un film qui passe actuellement sur les écrans de Pointe-à-Pitre. Ce film rencontre un grand succès et tous ceux qui l'ont vu et qui en parlent sont impressionnés par sa réalisation due au metteur en scène J-J Annaud.

Mais au delà du film lui-même, «la guerre du feu» est une approche vivante d'une période du développement de l'humanité, et ce thème sensibilise profondément du fait qu'il nous permet de saisir tout le chemin parcouru par l'homme depuis qu'il a découvert le feu jusqu'à nos jours. Aujourd'hui il nous suffit de craquer une allumette pour avoir du feu ou appuyer sur l'interrupteur pour avoir de la lumière, alors qu'avant cela a pu constituer un combat pour lui.

Dans «la guerre du feu», est retracée en deux heures la lutte des premiers hommes contre la nature et la façon dont ils tentent très difficilement de maîtriser cette nature. Nous voyons aussi dans ce film que les premiers hommes sont proches de l'animal du point de vue morphologique (traits, stature etc...) et dans la façon dont ils se nourrissent et s'accouplent.

C'est cet aspect qui choque bon nombre de personnes qui font les réflexions suivantes : «il y a beaucoup de barbarie dans le film, c'est sauvage» ! Si cette réalité choque, c'est parce qu'il est difficile de dépasser les préjugés qui ont été inculqués sur l'origine de l'homme. Sur le plan religieux cette origine est liée à une volonté divine : «c'est dieu qui est le créateur de l'homme». Une telle interprétation s'oppose aux explications scientifiques qui prouvent que l'homme est le produit d'une évolution du monde animal.

La science aujourd'hui est en mesure de donner des éléments suffisants pour comprendre cette évolution. Toutes les découvertes sur le plan de l'ethnologie, de l'archéologie, de la paléontologie, et sur le plan du développement de la matière inerte et de la matière vivante, prouvent que le règne animal n'est pas séparé de la nature.

Pendant longtemps les hommes ont cru que la matière inerte (les roches, etc) était figée, existait sans changement une fois pour toutes. L'étude de cette matière a prouvé que celle-ci a été transformée à travers des milliards d'années et qu'elle continue de se transformer. Cette matière en mouvement, à une période de son histoire, a donné la vie. Bien avant l'apparition de la vie sur terre, les éléments constitutifs de la vie (les matières organiques) existaient déjà dans le cosmos. Dans la matière «inerte» existent d'ailleurs des composés chimiques que l'on retrouve dans la matière vivante. (carbone etc).

C'est le savant russe Oparine (1924) qui, par des expériences, a démontré que sous l'effet de l'énergie solaire, le mélange de gaz et d'eau qui composait l'atmosphère primitive a donné naissance à des composés organiques. Ces composés devaient tomber dans les océans et s'y accumuler pendant de très longues périodes pour constituer ce qu'il a appelé «la soupe primitive» qui servit d'aliment aux premiers êtres vivants, aux premières cellules animales : la bactérie.

Aujourd'hui des recherches plus approfondies confirment ces découvertes d'Oparine. Depuis les premières bactéries dans les eaux, en passant par le développement des plantes jusqu'à l'apparition des premiers mammifères, toute cette évolution prouve qu'il n'y a pas eu de génération spontanée dans le règne animal.

Quant à l'étude des différents mammifères et des premiers ancêtres de l'homme, elle permet de définir l'évolution de l'homme dans sa nature morphologique, et ses liens avec tout le monde animal. Les investigations dans ce sens ont donné de riches résultats. De nombreuses expériences restent à faire et sont nécessaires pour une compréhension plus précises de tous ces phénomènes.

Mais actuellement les données scientifiques qui sont à la portée de l'homme, prouvent au moins une chose : c'est que l'homme est un produit de l'évolution de la matière.

Mireille VERDAT

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728